

LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN

Conférences de Charles-Edouard Leroux

celeroux@orange.fr

Cycle 2016

Second semestre

Deuxième partie : Guerres incertaines, paix improbables

3. Guerre et Paix : la condition terrestre

Si la mondialisation met fin au vieux rêve philosophique d'une paix universelle, une tâche nouvelle s'impose au projet démocratique, qui est de reconsidérer le couple *guerre-paix* à la lumière de cette réalité indépassable que le philosophe Achille Mbembe appelle *la relation d'inimitié*. Ou comment fonder une *politique d'humanité* dans un monde où cohabitent inexorablement guerre et paix.

La réflexion que nous avons engagée avec la question *Quoi de neuf sur la guerre ?* nous a été l'occasion de prendre conscience, sinon de la confusion, du moins de la complexité de l'état du monde, tant en matière de relations internationales que pour ce qui est de la vie interne des Etats dont nous avons l'habitude d'apprécier les équilibres à l'aune de leur degré de *démocratisation*.

Pour aller plus avant sur cette question de la confusion ou de la complexité de l'état présent du monde, nous pouvons observer dans les deux décennies qui ont suivi la fin de la Guerre froide une certaine accalmie des relations internationales aux plans militaire et stratégique, du moins au regard du débordement de violence déclenché par les guerres en chaîne du XXe siècle. Et ce n'est pas seulement cette relative stabilité d'ensemble du système international, d'une part entre grandes puissances mondiales, d'autre part entre démocraties occidentales qui a pu nous laisser le sentiment que la paix pourrait décidément prévaloir à l'échelle mondiale.

Pour ce qui est de la vie interne des Etats, la fin du bloc communiste a provoqué une tendance à la démocratisation qui a touché en deux ou trois décennies non seulement les anciennes *démocraties populaires* est-européennes¹, mais également l'Amérique latine², l'Afrique noire³ et le monde arabo-musulman⁴. Un ensemble de phénomènes que résume la formule de *transitions démocratiques* dont un ouvrage collectif récent, réalisé sous la direction d'Abraham F. Lowenthal met à jour les stratégies

¹ François Fejtö : *La fin des démocraties populaires : les chemins du postcommunisme*. 560 p., Seuil, 1992.

² Alain Rouquié : *A l'ombre des dictatures : la démocratie en Amérique latine*. 377 p., Albin Michel, 2013.

³ Babacar Guèye : *Démocratie en Afrique : succès et résistances*, Revue *Pouvoirs*, n°129, Paris, 2008.

⁴ Ghassan Salamé : *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*. 452 p., Fayard, 1994.

complexes à partir des témoignages de leaders nationaux⁵. Tout cela explique que, de quelque côté qu'on saisisse la question de la guerre et de la paix, l'après-Guerre froide, sans promettre forcément des lendemains qui chantent, pouvait conforter les espoirs de ceux qui aspiraient à un monde réalisant peu ou prou le rêve kantien de *paix perpétuelle entre les nations* elles-mêmes pacifiées.

Le succès de la thèse de Francis Fukuyama sur *La fin de l'Histoire*⁶, selon laquelle la chute du rideau de fer marquerait la consécration du libéralisme économique et de son pendant politique, la démocratie (de marché), comme constituant désormais non plus seulement un horizon, mais une réalité de plus en plus tangible, explique la persistance de cette adhésion à l'idée de paix perpétuelle. *La fin de l'histoire* dont parle Francis Fukuyama n'est pas l'entrée dans l'Eden, mais réside essentiellement dans la substitution de la concurrence économique aux guerres entre Etats, de même que les conflits de classes se trouvent résorbés, toujours selon Francis Fukuyama, au bénéfice de revendications politiques et sociales ayant trait à l'égalité et au mieux-être. Fukuyama reconnaît que demeurent certes des conflits de tous ordres, telles les rivalités ethniques ou nationalistes, mais que devons les considérer comme de second ordre par rapport à la violence ouverte des guerres, ces dernières ne constituant plus désormais le moteur de l'Histoire.

Pourtant, un quart de siècle après la fin de la Guerre froide, la thèse (ou plutôt l'hypothèse) de Francis Fukuyama selon laquelle le triomphe du capitalisme globalisé et son corolaire, la démocratie de marché (ou démocratie libérale), ouvrait la voie à une certaine pacification du monde et à une diminution progressive des conflits militaires majeurs, se trouve démentie par un nouvel *ensauvagement* du monde⁷ dont j'ai esquissé la nature lors de nos deux précédentes rencontres, et que la réflexion présente va tenter de préciser. Sans marquer le retour de ces « *orgies de violence* »⁸, selon la formule naguère employée par Raymond Aron, telles que le XXe siècle en a marqué à jamais nos mémoires, la révélation de la face cachée de la paix qui prévaut depuis lors entre les grandes puissances et en particuliers entre les Etats occidentaux oblige à penser différemment la question de la paix, qu'il s'agisse de la paix internationale ou de la paix intérieure aux Etats (paix civile) ; penser la paix non plus comme un stade ultime du progrès de l'humanité (thème de la paix perpétuelle), mais comme fonction régulatrice permanente de nos sociétés complexes et instables vouées à l'imprévisibilité et à l'incertitude, dont l'homme maîtrise de moins en moins les évolutions.

Pourquoi en effet la perspective de paix a-t-elle changé depuis deux ou trois décennies ?

Ce que nous vivons présentement, et qui semble se manifester à l'échelle mondiale, n'est pas tant le retour aux *guerres conventionnelles*, celles du face à face entre deux armées avec armements sophistiqués, force de frappe, mobilisation massive d'hommes *d'active* dont la Russie ou les pays

⁵ Abraham F. Lowenthal (dir.) : *Transitions démocratiques. Conversations avec des chefs d'Etat*. 568 p., Les Petits Matins, 2016.

⁶ Francis Fukuyama : *La fin de l'histoire et le dernier homme* (1992). Champs essais

⁷ La formule est de Thérèse Delpech : *L'ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXIe siècle* (2005). 266 p., Grasset.

⁸ Raymond Aron (1905-1983) : *Paix et guerre entre les nations*. Calmann-Lévy, 1962.

d'Asie-Pacifique nous donnent pourtant des exemples préoccupants, que la multiplication des guerres dites *non-conventionnelles*, dites aussi *guerres asymétriques* qui opposent des armées conventionnelles à des adversaires tels les groupuscules terroristes dont les modes de combat sont sans commune mesure avec la suprématie technique des armées « classiques », recourent à des technologies accessibles à bas prix, s'exercent au milieu des populations civiles quitte même à organiser des attentats-suicides dans ces populations comme dans celles des pays intervenants.

Ces *guerres irrégulières*, concept nouveau dont un premier bilan permet à Jean-Vincent Holeindre et Geoffroy Murat de rendre compte de ce paradoxe que « *la guerre est à la fois absente et omniprésente dans les démocraties occidentales* »⁹, oblige à penser autrement la relation guerre-paix. Face à la multiplication de ces *guerres non-conventionnelles* dites aussi *guerres asymétriques* ou *guerres irrégulières*, la paix n'est plus pensable, elle-non plus, de manière *conventionnelle* comme l'état qui résulte de l'écrasement d'un des adversaires par l'autre, conclu par un traité, mais elle aussi de manière non conventionnelle comme ensemble des dispositifs permettant de garantir aux populations un minimum de sécurité, comme l'indique la formule devenue si habituelle d'*opérations de maintien de la paix* consacrée mission primordiale de l'ONU sous le nom de *Doctrine Capstone* en 2008¹⁰. C'est l'émergence et la prolifération de la guerre non conventionnelle que le grand reporter Dexter Filkins a qualifié de *Guerre sans fin*¹¹ (son livre constitue un témoignage saisissant sur le conflit en Irak) qui oblige à penser la paix comme relevant en premier lieu du secours, de la protection et de la sauvegarde, donc du maintien, quand la stratégie militaire, la politique et le droit sont devenus impuissants à mener les conflits à leur terme. Combien de conflits armés dont certains remontent à plus d'un demi-siècle, du Proche-Orient au sous-continent indien, continuent de connaître des épisodes violents ? Non que l'horizon de la paix ait totalement disparu, mais décidément le nouvel *ensauvagement* du monde ne laisse guère augurer pour le siècle qui est engagé la possibilité de voir se constituer entre les Etats de la planète un *Traité de paix perpétuelle* sur la base d'un droit international dont participeraient tous les Etats.

C'est que le monde se présente aujourd'hui comme si le recul des guerres conventionnelles, donc le relatif état de paix que j'ai décrit plus haut, avait libéré et parfois déchaîné non seulement dans les relations internationales, mais également dans la vie interne des Etats un potentiel de violences passionnelles « *sur fond d'angoisse d'anéantissement* », pour reprendre la formule d'Achille Mbembe, philosophe et universitaire camerounais théoricien du post-colonialisme, dans un ouvrage remarquable consacré à ce qu'il appelle les *Politiques de l'inimitié*¹². Achille Mbembe explique de la manière suivante cette reconfiguration mondiale des violences contemporaines qui oblige à repenser la relation de la guerre et de la paix : « *Des peuples entiers ont l'impression d'être arrivés au bout des*

⁹ Jean-Vincent Holeindre & Geoffroy Murat (dir.): *La démocratie et la guerre au XXI^e siècle. De la paix démocratique aux guerres irrégulières*. 350 p., Hermann, 2012.

¹⁰ Ronald Hatto : *Le maintien de la paix. L'ONU en action*. 208 p. Arman Colin/Collection U, 2015.

¹¹ Dexter Filkins: *La guerre sans fin*. 400 p. Albin Michel, 2008.

¹² Achille Mbembe : *Politiques de l'inimitié*. 184 p. La Découverte, 2016.

ressources nécessaires pour continuer à assumer leur identité »¹³. Certes la guerre ne réside plus essentiellement dans la confrontation violente et meurtrière des armées conventionnelles, et pourtant tout se passe comme si la violence guerrière se trouvait transférée à tous les échelons de la vie, là où précisément les progrès des droits de l'homme et de la démocratie apparaissaient comme autant de chances de paix.

Au lieu de cela, se généralise ainsi à travers le monde cette *relation d'inimitié*, qui se traduit globalement par un *désir d'ennemi*; c'est l'origine du mot *inimitié*, dérivé (à la Renaissance) de *ennemi* sur le modèle de *amitié*¹⁴. Désir d'ennemi, désir d'apartheid, fantasmes d'extermination qui traduisent, selon les termes d'Achille Mbembe « *une période dépressive de la vie psychique des nations* »¹⁵. Les questions de mémoire et de déracinement auxquelles j'ai récemment consacré un cycle intitulé *Trois philosophies du déracinement*¹⁶ constituent évidemment des éléments précieux pour le diagnostic et le traitement de ces dépressions collectives, et ce n'est pas par hasard que notre auteur approche ces *politiques d'inimitiés* en continuateur de la pensée psychiatrique de Franz Fanon, dont il a préfacé l'édition critique des *Œuvres*¹⁷.

Une extension du concept de guerre qui oblige à repenser la paix à l'heure où se produit dans les démocraties, non pas seulement *de transition*, mais dans toutes les démocraties, y compris donc nos (relativement) vieilles démocraties, des régressions qui ont noms communautarisme, ségrégation, populisme, racisme et autres, régressions dont Alain-Gérard Slama avait perçu, avec beaucoup d'acuité, les symptômes dès les années 1990¹⁸. Cette régression de la démocratie qui semble un peu partout laisser place à des *politiques d'inimitié* qui engendrent un climat de violence, remet en cause l'idée que la démocratie constituerait par elle-même une pacification des sociétés, dans le droit fil du processus que le sociologue Norbert Elias a naguère analysé comme *civilisation des mœurs*¹⁹ censée humaniser les violences grâce à la médiation de la loi et de l'Etat. Ces dernières décennies révèlent en effet à ceux qui espéraient encore une démocratie planétaire un tout autre visage de l'état de paix.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, et qui est sans doute un effet de la concurrence économique généralisée à l'échelle de la planète, c'est plutôt à une inversion de la démocratie, Achille Mbembe décrit ainsi la manifestation : « *La lutte politique [en démocratie] consiste de plus en plus en une lutte pour savoir qui saura aménager les mesures les plus répressives face à la menace ennemie* »²⁰. Affrontements identitaires, destruction du lien social et des solidarités, exclusion de la communauté nationale d'individus jugés indésirables. Une formule souligne un phénomène propre au monde présent, à savoir la *généralisation du rapport belliqueux*²¹ là où les ségrégations et jusqu'aux

¹³ Achille Mbembe, *op. cit.*, p.9.

¹⁴ *Le Robert, Dictionnaire historique de la langue française*, sous la direction de Alain Rey, 1998.

¹⁵ Achille Mbembe, *ibid.*, p. 69.

¹⁶ <http://www.memorial-caen.fr/expositions-evenements/evenements/conferences-dialogiques/telechargez-conferences>

¹⁷ Achille Mbembe : *Préface* à Frantz Fanon : *Œuvres*. 884 p., La Découverte, 2011.

¹⁸ Alain-Gérard Slama : *La régression démocratique* (1995). Edition revue et augmentée Perrin/Tempus, 221 p., 2002.

¹⁹ Norbert Elias (1897-1990) : *La civilisation des mœurs* (Allemagne, 1939, France, 1973). 512 p., Ed. Pocket.

²⁰ Achille Mbembe, *ibid.*, p. 47.

²¹ Achille Mbembe, *ibid.*, p. 51.

fantasmes d'extermination semblent progressivement se substituer au désir d'égalité et de justice traditionnellement indissociable du projet démocratique. Depuis deux décennies, on construit des murs anti-intrusion aux frontières (à l'heure actuelle quelques 65 murs sont construits et planifiés dans le monde, soit 40 000 kms de long, la circonférence de la terre²²).

Comment donc penser la paix et agir pour la paix face à cette guerre globale et diffuse quand les démocraties libérales elles-mêmes, à quelque degré qu'elles se trouvent réalisées, semblent condamnées à pratiquer ces *politiques d'inimitié* dont témoignent à l'envi les murs, les barbelés et les camps qui se multiplient à travers la planète. Là où de longue date notre conviction était faite que la démocratie, les droits de l'homme, le développement économique étaient en mesure de progressivement pacifier le monde, nous découvrons la fragilité et la vulnérabilité du projet dans les régions même où il a pris naissance.

S'il ne s'agit plus d'espérer la fin des guerres dont l'état présent de la planète nous indique qu'elles sont devenues imprévisibles, demeure en revanche un impératif catégorique : la refondation de l'ONU et du droit international comme alternative rationnelle à la guerre infinie. Ainsi que l'énonce le juriste italien (naturalisé français) Luigi Ferrajoli : « *la seule hypothèse réaliste de sauvegarde non seulement de la paix mais de notre sécurité et de notre démocratie est un nouveau refus inconditionné de la guerre et l'institution de garanties capables de le soutenir.* »²³ Le propos de Ferrajoli se fonde à la fois sur une opposition de principe entre le droit et la guerre – on parle dans ce cas de *pacifisme juridique* – et sur un principe de *réalisme politique*, dans la mesure où notre juriste n'exclut pas l'emploi de la force pour le maintien ou le rétablissement de la paix.

De même qu'à l'échelle d'une nation pacifiée l'Etat détient le *monopole de la violence physique légitime*, selon la formule de Max Weber²⁴, de même à l'échelle d'une gouvernance internationale telle l'ONU, l'interdiction de la guerre, donc de la violence entre les Etats doit se trouver garantie par le recours à une force armée légitime. De même qu'à l'échelle des Etats la constitution interdit de se faire justice soi-même et de recourir à la *vendetta* privée, l'institution internationale (autrement dit le Conseil de Sécurité) doit être seule en mesure, selon les termes mêmes de la Charte de l'ONU, de recourir aux actions « *nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix* », avec emploi de « *forces aériennes, navales ou terrestres* » (*sic*). Nous avons donc à maintenir une différence radicale entre la guerre et « *l'usage légitime de la force* » (policière ou militaire), pour reprendre la formulation du droit international.

Je me permet de citer à nouveau Luigi Ferrajoli : « *La guerre est par nature un usage de la force démesuré et incontrôlé, visant l'anéantissement de l'adversaire et destiné inévitablement et, bien plus encore dans les formes qu'elle prend aujourd'hui, à frapper les populations civiles* ». Il en va

²² <https://www.franceculture.fr/geopolitique/le-monde-se-referme-la-carte-des-murs-aux-frontieres>

²³ Luigi Ferrajoli : *La guerre et l'avenir de l'ordre international*. Traduit de l'italien par Annie Bidet-Mordrel. Revue *Actuel Marx* 2005/1, n°37. <https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2005-1-page-177.htm#re1no1>

²⁴ Max Weber (1864-1920): *Le savant et le politique* (1917 et 1919). 224 p., 10/18.

différemment de *l'usage légitime* de la force : « *L'usage légitime de la force, en revanche, est, seul, celui qui est strictement nécessaire, non pas pour vaincre mais uniquement pour maintenir ou rétablir la paix* ». En ce cas, nous le voyons, dans un monde livré à *l'ensauvagement*, c'est moins par leur allure empirique que par leur but que doivent être distingués la guerre et la paix.

Il est en effet avéré que, loin d'en avoir fini avec les guerres, le monde présent est entré dans une *nouvelle ère de la guerre* qui se manifeste sous des formes non conventionnelles, diverses et parfois inédites dont le terrorisme contemporain est devenu, en trois décennies, la stratégie dominante au point de constituer la principale menace à la sécurité d'États qui ne sont officiellement en état de guerre contre personne.

Dans un article de la revue *Rue Descartes*, Artemy Magun, professeur de philosophie politique à l'Université européenne de Saint-Pétersbourg, nous incite à penser la paix non seulement par l'absence de guerre (quelle qu'en soit la forme), donc comme opposé de la guerre, mais conjointement par l'ensemble des dispositifs légitimes de maintien et de rétablissement de la paix, autrement dit comme *force*²⁵. Il est donc permis de qualifier de *paix* toutes les *alternatives à la guerre*, même s'il demeure difficile, comme le souligne l'auteur, de « *tracer avec exactitude une ligne de partage* » entre guerre et paix, les entreprises de maintien de la paix ayant désormais toutes les caractéristiques empiriques de la guerre, sans pour autant être assimilables à des actes de guerre.

C'est que guerre et paix se distinguent moins par les moyens que par les buts : « *La différence entre les deux est manifeste sous deux aspects : la protection de l'innocent et la non-instrumentalisation de la coercition au service de fins et d'intérêts partisans, l'une et l'autre assurées par l'usage légitime de la force mais non en revanche par la guerre.* »²⁶ Remarque très importante, parce qu'elle délégitime un argument fallacieux qui a servi de caution pendant de siècles aux partisans de la *guerre juste*. Deux exemples suffiront : « *Le terrorisme n'a pas du tout été éradiqué par la guerre en Afghanistan, qui a tué des innocents par milliers tandis que Ousama Ben Laden aussi bien que le mollah Omar ont survécu.* » Quant à la prétendue « *guerre humanitaire* » de l'OTAN contre la Fédération yougoslave, « *elle a provoqué des milliers de victimes innocentes, a permis à Milosevic, au lendemain du commencement de l'agression, d'intensifier sa vengeance contre la population kosovare et a presque entièrement détruit les infrastructures économiques de la Serbie et du Kosovo.* »²⁷

J'insisterai sur ce que le double principe énoncé par Artemy Magun, à savoir « *la protection de l'innocent et la non-instrumentalisation de la coercition au service de fins et d'intérêts partisans* » (*op. cit.*) suffit à faire la différence entre la paix et la guerre, dans la mesure où, au cœur de la complexité, pour ne pas dire de la confusion, qui caractérise aujourd'hui l'ensemble des violences qui s'exercent sur la planète (en attendant « *la guerre des étoiles* » !), nous aurions tendance à tolérer et même à approuver certaines guerres, comme l'indiquent, par exemple, certaines prises de position

²⁵ Artemy Magun : *Le terrorisme contemporain et ses conditions philosophiques*. Revue Rue Descartes, 2008/ 4 n°62. <https://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2008-4-page-47.htm>

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

(notamment pro-russe) sur la situation très compliquée de la guerre en Syrie. C'est de cette manière aussi que certains d'entre nous ont pu ou peuvent être amenés à cautionner un certain nombre d'interventions militaires sans perte de vie humaine du côté de ceux qui les déclenchent, mais avec des milliers de victimes innocentes dans les pays agressés. Non, décidément, nous ne pouvons pas situer dans le camp du *maintien de la paix* l'argument fallacieux qui a donné naissance au concept guerrier de « *frappes chirurgicales* » et placé le principe de la protection de l'innocent au rang secondaire des « *dommages collatéraux* », formule terrible qui apparaît au cours de la guerre du Viêtnam pour dégager l'armée américaine de toute accusation de *crimes de guerre* et qui constitue aujourd'hui « *la face obscure de la guerre contre le terrorisme* », pour reprendre le sous-titre du livre du journaliste américain Seymour Hersh²⁸.

Et précisément, cette « *face obscure de la guerre contre le terrorisme* » affecte également, et de plus en plus, de l'intérieur les démocraties. L'état de peur, légitime, engendré par les attentats, et l'état d'urgence, c'est-à-dire le régime d'exception qui permet à un gouvernement de restreindre les libertés peuvent engendrer, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis et de plus en plus en Europe, le sentiment d'être en état de siège, donc d'être en guerre, avec toutes les conséquences que cela entraîne à l'égard des populations non assimilées ou non intégrées. L'avenir de la paix, pour chaque société et pour le monde, est ainsi suspendu aux choix politiques des démocraties face au destin des réfugiés et des migrants, ainsi que l'explique Claire Rodier, spécialiste des politiques européennes d'immigration et d'asile, qui s'inquiète de ce que dans les démocraties en but au terrorisme, le respect des droits de l'homme ne suffit plus désormais pour remettre en cause les politiques migratoires qui leur portent atteinte, au grand bénéfice des courants identitaires dont l'influence se fait de plus en plus manifeste jusque dans les partis libéraux²⁹. Un tel sentiment, pas forcément légitime, peut contribuer à expliquer, dans un climat d'angoisse collective, les régressions de la démocratie et conduire l'opinion publique à consentir à des mesures contraires aux droits et aux traditions de la République et aux valeurs de la démocratie.

C'est dire que la défense ou le rétablissement de chaque démocratie est devenue indissociable de l'avenir de la démocratie internationale, dans la mesure où la démocratie se manifesterait par le refus inconditionné de la guerre dont nous faisait part un peu plus haut Luigi Ferrajoli. Sur ce point, l'idéal kantien de paix perpétuelle entre les nations doit demeurer le rempart contre toutes les tentations et tentatives de régression démocratique, si du moins la démocratie se trouve en mesure de résister au *piège de la mondialisation* si précisément expliqué par Hans Peter Martin dans l'ouvrage que j'ai évoqué lors de notre précédente rencontre³⁰. Si donc nous avons à repenser la guerre et la paix dans la situation de tensions et de violences multiformes dans laquelle se trouve la planète un quart de siècle après la fin de la Guerre froide, il nous faut commencer par *repenser la démocratie* prise au

²⁸ Seymour Hersh : *Dommmages collatéraux. La face obscure de la guerre contre le terrorisme*. 624 p., Folio documents, 2006.

²⁹ Claire Rodier : *Immigration : fantasmes et réalités. Pour une alternative à la fermeture des frontières*. 124 p., La Découverte, 2008.

³⁰ Hans Peter Martin : *Le piège de la mondialisation*. 444 p., Actes Sud/Babel, 2000.

piège du marché globalisé et de tous les intégrismes, dont Benjamin Barber a précocement détecté les connivences dès avant les attentats du World Trade Center, en 1996 !³¹

C'est dans cet esprit que je consacrerai les premières séances de l'année 2017 à une nécessaire réflexion sur l'avenir des démocraties à partir d'un regard sur les *révolutions conservatrices* qui semblent ne plus être seulement la marque des années 80, dominées par les politiques de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, mais en passe de devenir, à l'Est comme à l'Ouest, le nouvel « horizon indépassable » de notre époque de plus en plus habitée par cette « *angoisse d'anéantissement* » analysée par Achille Mbembe.

³¹ Benjamin Barber : *Djihad versus McWorld. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie* (1996). 303 p. Hachette/Pluriel, 2001.